

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Finances - Comptabilité
Mise en place de la M57 – Durée des amortissements

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-huit février, à 18h30,

Le Conseil Municipal de la commune de Coulanges-lès-Nevers dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle du Conseil Municipal, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Julien JOUHANNEAU**, Maire.

Secrétaires de séance : Elisabeth RAY – Jean-Claude ROUMIER

Date de convocation du conseil : 22 février 2023

Nombre de conseillers en exercice : 27			
Présents :	Julien JOUHANNEAU, Philippe BRUNET, Roland CORDE, Michel DAGUIN, Jérôme FOCH, Pierre-Henri COTTARD, Sylvie FAVERIAL, Bruno GEMZA, Philippe GLORIEUX, Maxime GRUYER, Maud GUYOT, Fanny LEGUE, Pascaline LOQUET, Evelyne NAVARRE, Jacques PINAULT, Céline PRESTAT, Elisabeth RAY, Jean-Claude ROUMIER, Michèle THOMAS		
Absents excusés :	Emmanuel BOUDET - Charles GARNIER		
Procurations :	Emilie BAUDIN représentée par Julien JOUHANNEAU Gérard BRUNET représenté par Philippe BRUNET Matthieu GABET représenté par Bruno GEMZA Irène LAVEAU représentée par Elisabeth RAY Martine RENAULT représentée par Jacques PINAULT Isabelle RIVAILLON représentée par Jean-Claude ROUMIER		
Suffrages exprimés : 27	Pour : 27	Contre : 0	Abstention : 0

Conformément aux dispositions de l'article L2321-2-27 du code général des collectivités territoriales (CGCT), pour les communes ou groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants et pour leurs établissements, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité. Pour rappel, sont considérés comme des immobilisations tous les biens destinés à rester durablement et sous la même forme dans le patrimoine de la collectivité, leur valeur reflétant la richesse de son patrimoine. Les immobilisations sont imputées en section d'investissement et enregistrées sur les comptes de la classe 2.

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 implique de faire évoluer le mode de gestion des amortissements auparavant gérés selon la nomenclature M14.

Pour rappel, l'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

La méthode de calcul des amortissements est linéaire sauf cas de délibération du conseil Municipal (les dépréciations sont réparties de manière égale sur la durée de vie du bien).

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 058-215800889-20230228-DELIB2023_0002-DE

Paraphe du Maire



Pour le budget principal, l'instruction M57 liste les amortissements obligatoires.

Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions, conformément à l'article R2321-1 du CGCT.

L'obligation d'amortissement s'applique aux immobilisations acquises, reçues en affectation ou au titre d'une mise à disposition à compter du 1er janvier 1996.

Le calcul de l'amortissement est opéré sur la valeur toutes taxes comprises de l'immobilisation pour les services non assujettis à la TVA et sur la valeur hors taxes pour les services assujettis à la TVA.

Il est établi des tableaux des méthodes d'amortissement qui servent à déterminer le montant des dotations à inscrire chaque année aux budgets. Les durées sont déterminées pour chaque catégorie d'immobilisations par rapport au temps prévisible d'utilisation.

Pour mémoire, les subventions reçues « rattachées aux actifs amortissables » sont les subventions qui servent à réaliser des immobilisations qui sont amorties (y compris des subventions d'équipement versées). Le montant de la reprise est égal au montant de la subvention rapportée à la durée de l'amortissement du bien subventionné.

La nomenclature M57 précise les règles d'utilisation des articles du chapitre 204. Elle rappelle que lorsqu'elle verse une subvention d'équipement, la collectivité doit en contrôler l'utilisation, une subvention non affectée au financement d'une immobilisation identifiée devant être comptabilisée en fonctionnement. L'amortissement de ces subventions peut être neutralisé.

La nomenclature M57 pose le principe de **l'amortissement des immobilisations au prorata temporis**. Cette disposition nécessite un changement de méthode comptable puisque les dotations aux amortissements sont pour tous les biens acquis jusqu'au 31 décembre 2022 calculés en année pleine, avec un début d'amortissement au 1er janvier N+1. L'amortissement des biens acquis ou réalisés au 1er janvier 2023 commencera à la date effective d'entrée du bien dans le patrimoine. Il n'y aura pas de retraitement des exercices clôturés. Ainsi, tout plan d'amortissement commencé avant le 31 décembre 2022 se poursuivra jusqu'à son terme selon les modalités définies à l'origine.

Dans la logique d'une approche par enjeux, cette règle peut faire l'objet d'un aménagement pour certaines catégories d'immobilisations.

Dans un souci de simplification des pratiques, il est proposé d'appliquer la règle du prorata temporis pour l'amortissement de l'ensemble des immobilisations et des subventions. L'aménagement offert par la M57 ne sera donc pas utilisé.

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 058-215800889-20230228-DELIB2023_0002-DE

SLO

Paraphe du Maire

55

Articles budgétaires	Types de biens	Durée d'amortissement
Biens de faible valeur inférieurs à 1 000 €		1 an
Immobilisations corporelles		
202	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation des actes	5 ans
2031	Frais d'études non suivis de réalisation	5 ans
2031	Frais d'études pouvant mener à la réalisation d'opérations d'investissement	5 ans
2033	Frais d'insertion dans le cadre d'opérations d'investissement	5 ans
204111	Subventions d'équipement versées pour le financement de biens mobiliers, matériel et études	5 ans
204112	Subventions d'équipement versées pour le financement de biens immobilier ou d'installations	30 ans
2046	Attributions de compensations	10 ans
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels...	2 ans
2121	Plantations d'essences d'arbres	15 ans
21351	Autres immobilisations : équipements professionnels, équipements de cuisine, jeux d'enfants, équipements sportifs, gros électroménager, ...	7 ans
21568	Autres matériels et outillage d'incendie et de défense civile : extincteurs, RIA	5 ans
215731	Matériels roulants liés à un usage sur la voirie	8 ans
215738	Matériels techniques liés à la voirie	5 ans
21578	Autres installations, matériel et outillages techniques	8 ans
21828	Matériel de transport – Voitures	5 ans
21828	Matériel de transport – Camions	8 ans
21831	Matériel informatique scolaire	5 ans
21838	Autre matériel informatique	5 ans
2185	Matériel de téléphonie	5 ans
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	10 ans
21848	Autre matériel de bureau et mobilier	10 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : coffre-fort	20 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : installations et appareils de chauffage	15 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : appareils de levage – ascenseurs	20 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : équipements de cuisine	7 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : équipements sportifs, jeux et équipements de plein air	7 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : équipements de garage et atelier	7 ans
2188	Autres immobilisations corporelles : matériel de vidéoprotection	7 ans

Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 058-215800889-20230228-DELIB2023_0002-DE

SLO

Paraphe du Maire

JJ

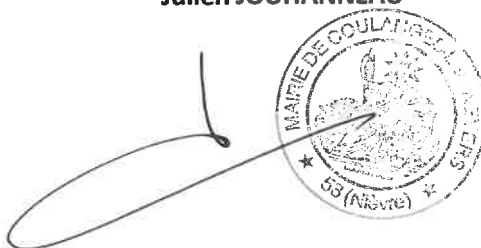
Les comptes d'amortissements des immobilisations sont crédités par le débit du compte 6811.

➤ Subventions perçues :

La durée d'amortissement de la subvention est égale à la durée d'amortissement du bien.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, fixe la durée des amortissements telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Le Maire,
Julien JOUHANNEAU



Envoyé en préfecture le 01/03/2023

Reçu en préfecture le 01/03/2023

Publié le

ID : 058-215800889-20230228-DELIB2023_0002-DE

SLO

Paraphe du Maire

JJ